

sociaux? Et vous avez comme cible, dans un programme social, cette partie de gens gagnant au-dessus d'un certain montant, sachant qu'au cours des années, le coût de la vie monte et, un jour, ceux qui sont supposés être pauvres aujourd'hui avec un revenu de 20 000\$ ou 23 000\$ en salaire, c'est justement, dans quelques années, ceux qui gagneront 50 000\$ et qui seront peut-être les nouveaux pauvres de ce temps-là, alors que les gens gagneront peut-être 200 000\$ ou 300 000\$ par année.

Alors, je dis au député de Trois-Rivières: Qu'est-ce que vous allez faire avec l'argent que vous allez épargner sur les avantages sociaux que vous taxez et sur les sommes que vous enlevez aux provinces?

**M. Vincent:** Monsieur le Président, je voudrais souligner que je n'ai pas dénigré mon collègue de Laurier-Sainte-Marie (M. Malépart). J'ai tout simplement dit que j'étais en désaccord avec lui, et je continue à l'être. Quant à dire que c'est un saint homme, de cela, on pourra en reparler aussi!

Monsieur le Président, le député de l'autre côté de la Chambre disait: On regarde les problèmes d'aujourd'hui et non pas les problèmes d'avant!

Monsieur le Président, je suis si heureux d'entendre cela, c'était ce que j'ai dit pendant vingt minutes. Le problème actuel est la dette nationale qui est à 320 milliards de dollars. Cela fait 20 minutes que je dis cela.

Mon collègue de l'autre côté a compris! J'en suis heureux! Et c'est cela le problème, aujourd'hui, le problème qui s'appelle 320 milliards de dollars de dette nationale, qui s'appelle 35c. dans la piastre d'intérêts annuels à payer!

Monsieur le Président, c'est cela le problème! Il a compris ce bout-là, mais il n'a pas compris le reste! Alors, je vais recommencer.

Je gagne des revenus autres que la pension de sécurité de la vieillesse, j'ai 66 ans, je reçois des revenus autres de l'ordre de 55 000\$ par année, des revenus nets de 55 000\$. Moi, je dis, et la population du Québec que j'ai rencontrée, la population canadienne en général dit: C'est vrai qu'on peut lui enlever un petit peu de sa pension de sécurité de la vieillesse qu'il reçoit et il va bien vivre quand même!

Monsieur le Président, j'ai bien dit un petit peu de la pension, parce qu'entre 50 000\$ et 77 000\$, cela va en dégradant, tranquillement, le montant que je recevrai.

En haut de 77 000\$ par année de revenus nets, il est vrai que je vais recevoir mon chèque à tous les mois et qu'à la fin de l'année je retournerai la valeur de ces douze chèques-là au gouvernement fédéral. En haut de 77 000\$ de revenus nets par année! Je dis bien et j'ai toujours dit «revenus nets», monsieur le Président.

### *Les crédits*

**Une voix:** De cet argent-là, on en a besoin.

**M. Vincent:** . . . on en a besoin parce que si on continue dans le même système dans lequel l'opposition veut qu'on continue, tout à l'heure on n'aura même plus d'argent pour faire des chèques pour celui qui a seulement 5 000\$ de revenus par année. C'est là l'importance du système. C'est qu'il faut le prendre où il se trouve, l'argent, et . . .

**Une voix:** Le prendre aux riches!

**M. Vincent:** . . . j'espère que c'est chez les riches et non chez les pauvres! Le prendre pour pouvoir le redonner à ceux et celles qui n'en n'ont pas de revenu de 50 000\$ par année à 65 ans!

C'est ça le but du Budget et c'est ça le but d'aujourd'hui, comme le disait mon collègue de l'opposition, le but d'aujourd'hui, avec la dette qu'ils nous ont léguée, c'est ça la situation, monsieur le Président!

[Traduction]

**M. Hovdebo:** Monsieur le Président, le député a fait un certain nombre de déclarations enflammées donnant à entendre que le budget vise à réduire le déficit et la dette. Or, nous savons tous que ce budget fait que le déficit est un peu plus élevé que l'an dernier et il augmente la dette nationale de 30 milliards de dollars.

Statistique Canada nous a révélé qu'une réduction de 1 p. 100 du taux d'intérêt diminuerait le déficit de 1,5 milliard de dollars. Une réduction de 1 p. 100 du chômage, soit une augmentation de 1 p. 100 du nombre de travailleurs, mettrait 2,2 milliards de dollars dans les coffres de l'État. Pourtant, le budget et la politique du gouvernement en matière de taux d'intérêt et de compressions entraîneront l'augmentation des taux d'intérêt et de chômage. Le gouvernement admet que le budget entraînera la hausse du taux de chômage.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas employé des moyens plus normaux de réduire le déficit et, par voie de conséquence, la dette nationale, au lieu de garder les taux d'intérêt élevés et d'augmenter le taux de chômage? Ainsi, on aurait pu abaisser le déficit et la dette nationale.

[Français]

**M. Vincent:** Monsieur le Président, vous me permettez de remercier mon collègue de cette question, parce qu'effectivement, on n'a pas touché à cet aspect-là aujourd'hui. C'est un point très important. La population canadienne se pose la question.

Il faut savoir, il faut regarder ce qui s'est passé en 1981-1982, lorsqu'on a eu la récession. Le gouvernement libéral en place a dit: Laissons monter l'inflation et ne touchons pas aux taux d'intérêt et l'inflation va redescendre toute seule.